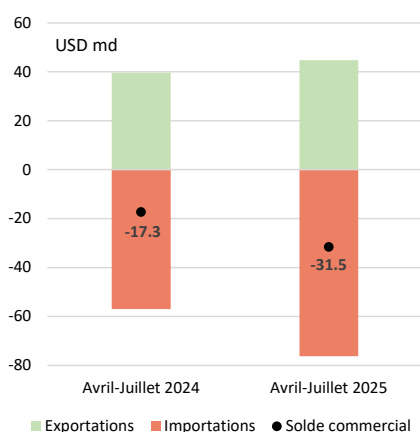


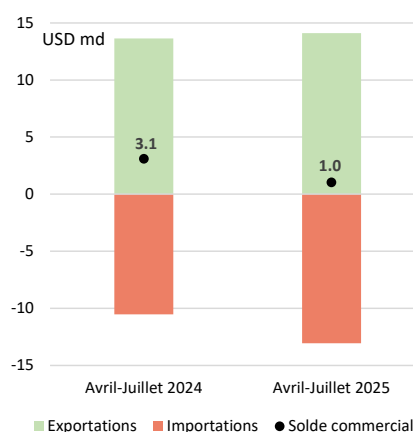
EN AFRIQUE AUSSI, LA RECONFIGURATION DU COMMERCE MONDIAL SE FAIT AU PROFIT DE LA CHINE

Lucas Plé

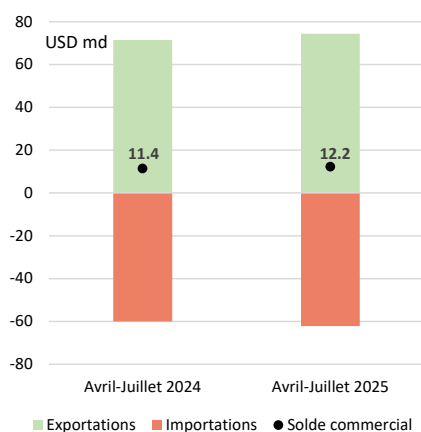
Afrique : solde commercial avec la Chine



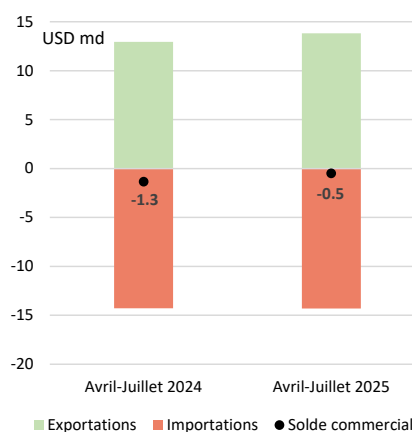
Afrique : solde commercial avec les États-Unis



Afrique : solde commercial avec l'UE



Afrique : solde commercial avec l'Inde



SOURCES : DOUANES NATIONALES, EUROSTAT, BNP PARIBAS

L'Afrique creuse son déficit commercial avec la Chine

Depuis le début de l'année, la reprise de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a conduit cette dernière à réorienter ses exportations en un temps record. En moyenne sur avril-juillet, alors que les exportations chinoises vers les États-Unis se sont contractées de 23% en valeur en glissement annuel (g.a.), celles vers l'Afrique ont augmenté de 34%, bien plus que celles à destination de l'ASEAN (17%) et de l'Europe (7%).

Pour l'Afrique, une telle accélération des importations en provenance de Chine n'est pas sans précédent et ne devrait pas conduire à des mesures protectionnistes à court terme. En l'absence d'une industrie locale développée, la hausse des importations depuis la Chine peut accompagner le développement économique. Ainsi, en Tanzanie et en Côte d'Ivoire, que l'on retrouve parmi les plus gros contributeurs de la hausse des importations de biens chinois depuis mars 2025, la croissance du PIB devrait dépasser 6% en 2025, tirée par l'investissement. Par ailleurs, la hausse des importations de biens de consommation chinois à bas prix contribue à la baisse anticipée de l'inflation en Afrique subsaharienne (13% en 2025 contre 18% l'an dernier). Ces effets désinflationnistes sont déjà visibles au Nigéria, premier importateur de biens chinois sur le continent. Le recul de l'inflation au Nigéria, de 24,2% en g.a. en mars 2025 à 20,1% en août, coïncide avec une hausse marquée des importations de biens de consommation depuis la Chine¹.

¹ Sur avril-juillet 2025, les importations d'appareils électroniques, de véhicules et de vêtements sont en hausse respective de 42%, 99% et 118%, en g.a. Ces trois catégories représentent 32% des importations depuis la Chine sur la période.

En conséquence, le déficit commercial de l'Afrique avec la Chine s'est creusé rapidement (*voir graphique*). La tendance devrait perdurer dans les prochains mois. D'une part, la hausse des importations devrait se poursuivre, portée par la compétitivité prix toujours solide des biens chinois. D'autre part, certains pays africains, dont l'Afrique du Sud, pourraient être contraints de réorienter une partie de leurs exportations de matières premières en direction de la Chine vers les États-Unis, dans le but d'obtenir des accords commerciaux avec l'administration Trump.

L'excédent commercial de l'Afrique avec les États-Unis s'érode rapidement

De 2016 à 2024, l'Afrique a dégagé chaque année un excédent commercial avec les États-Unis. Cependant, les tarifs douaniers réciproques mis en place depuis le 9 avril devraient mettre un terme à ce déséquilibre. Sur la période d'avril à juillet, l'excédent commercial de l'Afrique avec les États-Unis s'est réduit à USD 1 md en 2025, son plus bas niveau depuis 2020.

Deux nouveaux chocs, depuis juillet, suggèrent que le solde commercial devrait devenir déficitaire dans les prochains mois. D'une part, depuis le 7 août, 20 pays africains ont vu leur tarif douanier revu à la hausse. Parmi eux se trouve l'Afrique du Sud (38% des exportations du continent vers les États-Unis en 2024), dont le tarif douanier réciproque a augmenté de 10% à 30%. D'autre part, depuis l'expiration de la loi AGOA le 30 septembre, 32 pays africains ont perdu leur accès préférentiel au marché étasunien. À la place, ces pays ont désormais accès au marché étasunien selon le taux de la nation la plus favorisée, qui s'ajoute au tarif douanier réciproque.

L'évolution future des flux commerciaux entre l'Afrique et les États-Unis reste suspendue à la négociation d'accords commerciaux bilatéraux. Pour l'heure, aucun pays africain n'a signé d'accord, mais l'Afrique du Sud, le Kenya et le Lesotho espèrent y parvenir d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, un renouvellement de l'AGOA, même tardif, est encore possible.

Une détérioration des comptes extérieurs à surveiller

Les flux commerciaux de l'Afrique avec l'Union Européenne et l'Inde n'ont pas amorcé de reconfiguration majeure au cours des derniers mois. L'amélioration modeste du solde commercial avec l'UE et l'Inde (*voir graphique*) est loin de pouvoir corriger la hausse des importations depuis la Chine. Sur avril-juillet, le déficit commercial de l'Afrique avec ses quatre principaux partenaires commerciaux² a atteint USD 18,8 mds en 2025, contre USD 4,1 mds en 2024. Ce déséquilibre de la balance commerciale est un risque à surveiller pour le continent, compte tenu de la fragilité de ses comptes extérieurs.

Lucas Plé

lucas.ple@bnpparibas.com

² L'UE, la Chine, l'Inde et les États-Unis représentent 61% du commerce africain extrarégional.



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFASH

Un indicateur, un événement économique majeur.

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'événement du mois ?

La réponse dans vos quatre minutes d'économie

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Un graphique hebdomadaire illustrant des points saillants dans l'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page linkedin des études économiques

OU TWITTER
voir la page twitter des études économiques

Bulletin publié par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change